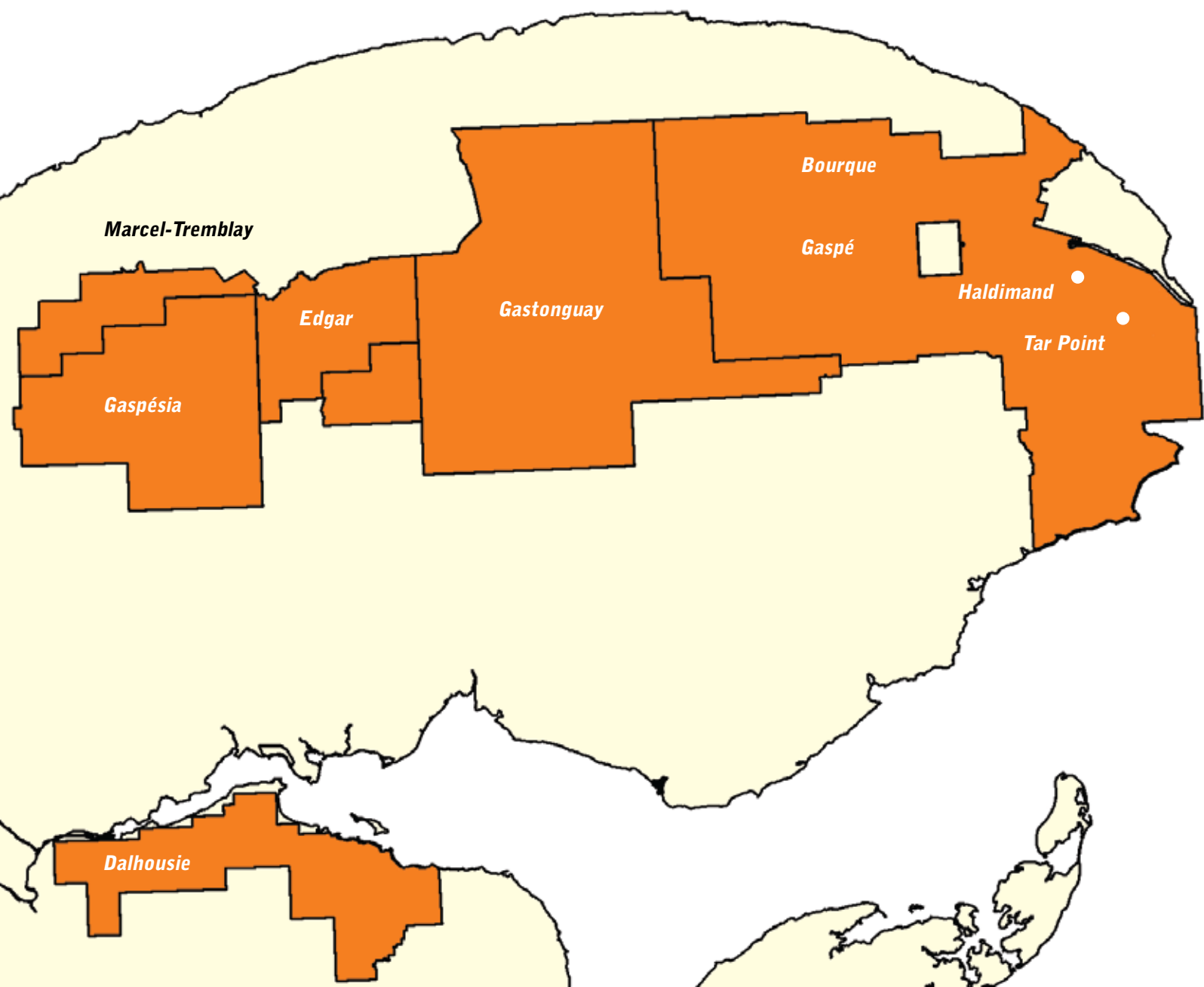
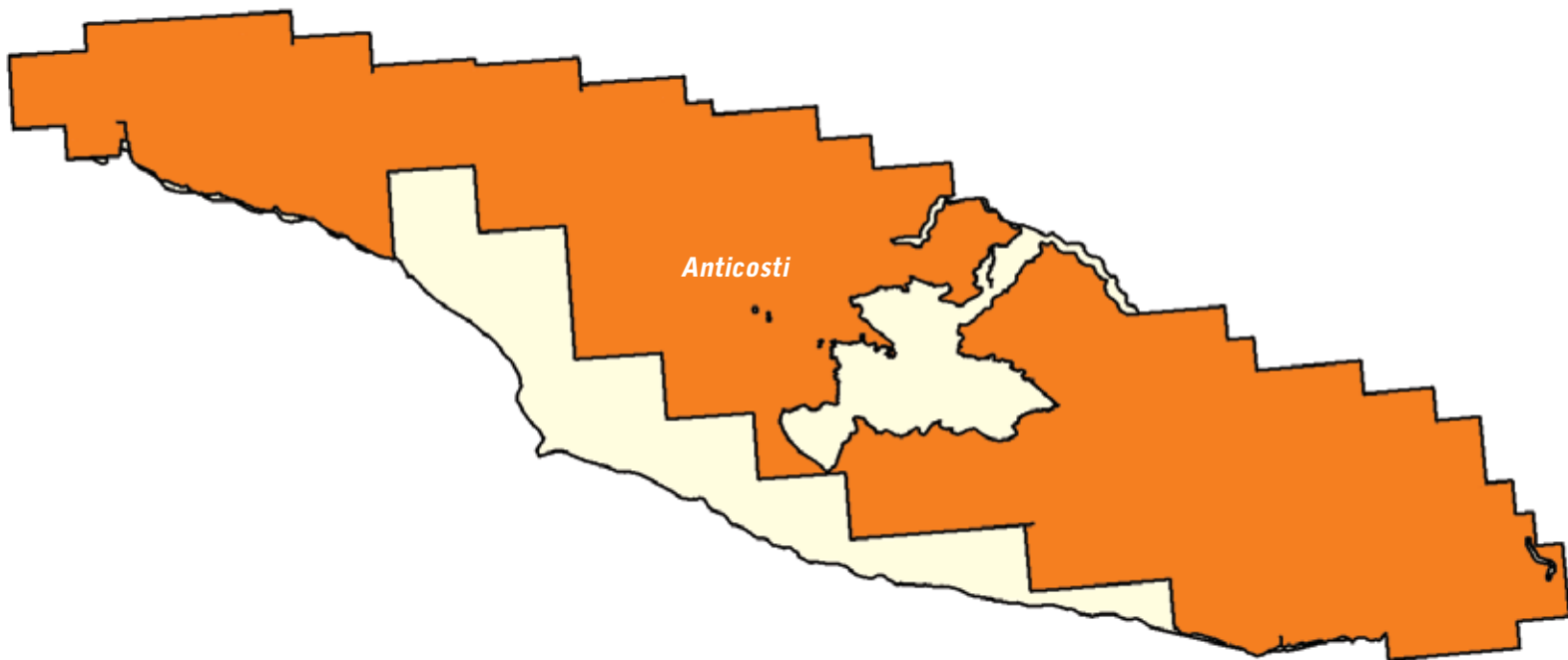


*Rapport de gestion
pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009*





Le présent rapport annuel de gestion constitue un complément et un supplément aux états financiers vérifiés pour les exercices terminés les 30 septembre 2009 et 2008, et devrait être lu avec ces derniers, lesquels ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR). Ce rapport de gestion présente le point de vue de la direction sur les activités courantes de la Société et sur les résultats financiers annuels ainsi qu'un aperçu des activités au cours du prochain exercice.

Date

Le présent rapport annuel de gestion pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009 est daté du 15 décembre 2009.

Nature des activités

La Société est constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle est une société cotée à la Bourse de croissance TSX depuis le 16 février 2005. L'exploration et la mise en valeur de propriétés pétrolières et gazières constituent les principales activités de la Société. De plus, dans le cadre de la réalisation de ses objectifs, la Société est appelée à conclure des ententes de partenariat propres à l'industrie pétrolière et gazière.

Déclarations prospectives

Le présent rapport contient des énoncés qui doivent être considérés comme des déclarations prospectives. Lesdites déclarations se rapportent à des événements futurs ou à des résultats économiques futurs de Pétrolia et comportent des risques, incertitudes et autres facteurs connus et inconnus qui pourraient modifier de manière appréciable les résultats, rendements ou réalisations par rapport à ce qu'expriment ou laissent entendre les déclarations de Pétrolia. Les événements ou résultats réels pourraient être très différents. Par conséquent, la décision d'investir dans les titres de Pétrolia ne devrait en aucun temps être basée sur ces énoncés prospectifs. Pétrolia décline toute intention ainsi que toute obligation de mettre à jour ces déclarations prospectives.

Stratégie et perspectives

La stratégie de l'entreprise vise principalement la découverte de réserves pétrolières et la production rentable et en toute sécurité, le plus rapidement possible. Elle réalise ses objectifs en détenant des droits sur des propriétés prometteuses, en s'alliant le support de partenaires expérimentés et en forant des puits basés sur des connaissances techniques, les meilleures pratiques et un équilibre entre le risque et le rendement.

La Société n'exploite aucun puits de pétrole. Celle-ci en étant au stade de l'exploration, les seuls revenus de la Société pour l'exercice 2009 sont des revenus d'intérêts et de gérance de projets. Son financement est donc assuré par l'émission d'actions de son capital-actions. La rubrique « Engagements » divulgue les engagements contractuels destinés à maintenir en vigueur ses permis de recherche.

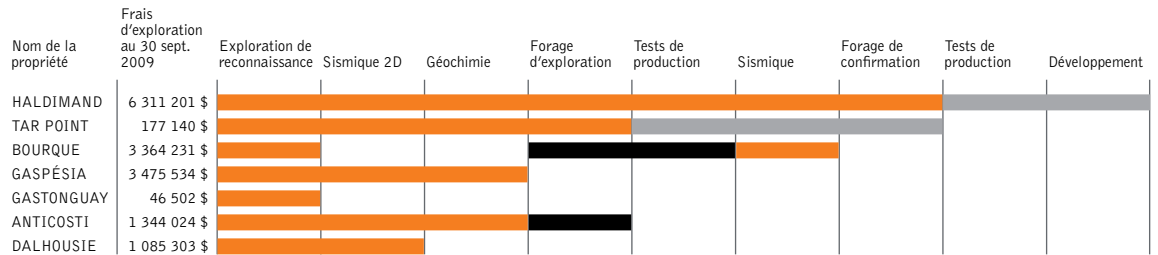
Au cours de l'exercice, la Société a effectué des travaux d'exploration pour 5 848 244 \$ en comparaison de 5 722 280 \$ pour l'exercice antérieur. Elle a encouru pour l'exercice 2009 une perte de 854 911 \$ (0,021 \$ par action), comparativement à une perte de 774 527 \$ pour l'exercice 2008 (0,022 \$ par action).

Bilan des travaux d'exploration 2009

En 2009, Pétrolia a vu se concrétiser ses efforts d'exploration des dernières années avec le forage d'un puits de confirmation sur le gisement Haldimand, celui d'un puits d'exploration sur la structure de Tar Point, ainsi que les préparatifs pour deux autres puits d'exploration sur le projet Bourque. Les principaux faits saillants de cet exercice ont été :

- Les forages de Pétrolia-Haldimand n° 2 et de Pétrolia-Tar Point n° 1;
- Le renouvellement des permis d'exploration sur l'ensemble des propriétés.

Étapes (degré d'avancement des travaux)



Légende :

- Travaux réalisés
- Travaux prévus en 2010
- Travaux prévus en 2010 avec partenaires (contingent de leur participation)

Projet Haldimand

Le projet Haldimand est à l'heure actuelle le projet le plus important de la Société, tout d'abord parce que le puits Pétrolia-Haldimand n° 1 a conduit en 2006 à la première découverte de pétrole potentiellement rentable au Québec, et ensuite parce que le puits Haldimand n° 2 a confirmé la découverte. Ces résultats non seulement démontrent le sérieux avec lequel la Société réalise ses activités d'exploration, mais ouvrent également la voie à de nouvelles découvertes, comme l'ont confirmé les résultats récents du puits Pétrolia-Tar Point n° 1.



la zone prospective a été atteinte à 630 m de profondeur, soit 225 m plus haut que dans le premier puits. Le forage a également démontré que l'intervalle à dominance de grès saturé en pétrole est à cet endroit beaucoup plus épais que dans le premier forage. Quant aux données d'imagerie, elles ont prouvé, de façon non équivoque, la présence de nombreuses fractures ouvertes concentrées sur deux intervalles d'environ 50 m d'épaisseur chacun. Qui plus est, à la lumière des informations obtenues dans le puits de Haldimand n° 2 et en tenant compte de la présence de fractures ouvertes, on constate que le potentiel de production de Pétrolia-Haldimand n° 1 a été sous-estimé. Les essais

En 2009, Pétrolia est devenue le maître d'œuvre des travaux sur Haldimand lorsque ses partenaires, Junex et Gastem, lui ont cédé leurs intérêts dans le projet en raison de leurs stratégies d'exploration misant sur les schistes argileux gazéifères (shale gas) plutôt que sur l'exploration pétrolière en Gaspésie. Pétrolia a saisi cette occasion unique qui, en plus de faire passer ses intérêts de 45 à 65 %, lui a permis de reprendre la maîtrise des opérations. En prenant la direction des travaux, Pétrolia s'est assurée que les activités de forage se déroulent selon les critères souhaités par la Société et que la qualité des données obtenues est conforme à ses attentes.

En août, Pétrolia a mobilisé une foreuse et réservé les services de consultants et fournisseurs spécialisés afin d'obtenir les meilleures données possible lors du forage de Pétrolia-Haldimand n° 2. Pétrolia a innové en employant des techniques de forage encore jamais utilisées en Gaspésie. Celles-ci ont permis d'optimiser les taux de pénétration et de réduire substantiellement le temps alloué au forage, ce qui s'est traduit par des économies non négligeables. La Société a également innové au chapitre de l'évaluation du puits en utilisant, en plus des diagraphies conventionnelles, des diagraphies d'imagerie et de résonance magnétique qui fournissent des informations importantes sur les caractéristiques du réservoir.

Le forage de Pétrolia-Haldimand n° 2 a atteint la profondeur de 1 200 m. Celui-ci a permis d'établir que le gisement de Haldimand se prolonge sur une distance d'au moins un kilomètre au nord-ouest du puits de découverte. Le toit de

qui seront réalisés au début de 2010 détermineront si ces techniques seront suffisantes pour mettre en production le puits Pétrolia-Haldimand n° 1.

Les données acquises au cours du forage de Pétrolia-Haldimand n° 2 permettent de conclure qu'il s'agit d'un gisement non conventionnel, constitué d'un réservoir à faible porosité matricielle recoupé par un réseau de fractures ouvertes. L'utilisation de forage directionnel et de nouvelles méthodes de stimulation hydraulique des réservoirs permettent maintenant de produire ce type de gisement d'une façon rentable. Le meilleur exemple est le champ de Bakken, dans le sud de la Saskatchewan et le centre-nord des États-Unis, dont la production est très importante en dépit de caractéristiques réservoirs au départ peu intéressantes.

Au tout début de l'année 2010, une foreuse de service sera mobilisée dans le but de mettre en production les deux puits. Des tests seront effectués sur les intervalles les plus prometteurs, et des travaux de fracturation hydraulique seront exécutés afin d'accroître la capacité de production des deux puits. Le choix de la méthode de fracturation la plus appropriée est actuellement à l'étude. La mise en production des deux puits sur le gisement Haldimand devrait débiter au cours du printemps 2010.

Ces travaux sur les deux puits permettront de mieux comprendre les caractéristiques du champ de Haldimand et serviront à préparer un plan de développement global

qui comprendra des puits de confirmation et des puits de production ainsi que des installations de surface appropriées. Pour Pétrolia, il s'agit d'une étape cruciale de son plan stratégique qui consiste à développer le plus rapidement possible le champ de Haldimand et à produire à court terme.

Projet Tar Point

À la suite de la découverte de Pétrolia-Haldimand n° 1, la Société a lancé un programme d'exploration sur la propriété Gaspé avec comme objectif de trouver d'autres gisements de type Haldimand. Avec les connaissances acquises, en particulier par les levés sismiques et géochimiques, Pétrolia a délimité



est substantielle, d'évaluer la possibilité de stimuler ce réservoir pour en améliorer la production.

Les résultats obtenus avec le forage de Pétrolia-Tar Point n° 1 confirment le fort potentiel en hydrocarbures et la valeur du Couloir Haldimand. Pétrolia peut donc faire porter ses travaux d'exploration sur l'ensemble du couloir avec des chances élevées de succès.

Projet Bourque

Si le Couloir Haldimand offre à Pétrolia la possibilité de produire du pétrole à brève échéance, le projet Bourque lui

le Couloir Haldimand, qui affiche les mêmes caractéristiques géologiques que celles de la découverte et sur lequel la Société détient 100 % d'intérêt. Les levés sismiques 2D et géochimiques de 2008 ont permis de définir une cible de forage à l'Anse-à-Brillant (site connu sous le nom de Tar Point, à cause du pétrole qu'on y trouve à la surface). Un forage effectué dans ce secteur en 1949 avait d'ailleurs obtenu des indices de gaz et de pétrole à plusieurs niveaux. Pour Pétrolia, le projet Tar Point s'inscrit dans sa stratégie de concentrer ses ressources sur les projets qui présentent le plus de chance de succès et ainsi rentabiliser l'entreprise à court terme.

Le forage de Pétrolia-Tar Point n° 1 s'est terminé le 7 décembre dernier. Il a atteint la profondeur totale de 2 434 m. Il a d'abord traversé des grès qui affichent des caractéristiques semblables à celles des grès du réservoir de Haldimand, puis une épaisse unité de calcaire contenant des fractures ouvertes saturées en pétrole et, finalement, d'autres grès dans lesquels on note des indices de pétrole et de gaz. Un essai aux tiges dans les calcaires fracturés a livré, sur une période d'écoulement d'un peu plus d'une heure, une faible production de pétrole léger et de gaz à la surface. Les analyses préliminaires indiquent que cette zone constitue une découverte potentiellement importante de pétrole. L'analyse des données suggère un potentiel de production d'environ 20 barils de pétrole léger par jour accompagné d'un peu de gaz. Cette zone fera l'objet, à court terme, d'un essai de production, dans le but de déterminer l'ampleur de la découverte et, si la découverte

donne celle de découvrir un gisement de très grande dimension. Le projet Bourque est localisé dans le secteur nord-ouest de la propriété Gaspé, à 70 km à l'ouest de la ville de Gaspé, sur des permis détenus à 100 % par Pétrolia. Le projet fait l'objet d'une entente d'affermage de 20 M\$ avec la société Pilatus Energy, qui permet à cette dernière de gagner un intérêt de 70 % dans le projet (communiqué de presse du 5 août 2008). À ce jour, Pilatus a réalisé le premier volet de l'entente, soit un levé sismique 3D, mais elle devra s'engager avant le 5 août 2011 dans des travaux d'exploration d'environ 4,5 M\$ afin d'acquérir une première tranche d'intérêt de 24 %. Le projet a atteint l'étape du forage, mais Pétrolia doit obtenir l'approbation de Pilatus Energy avant de mobiliser la foreuse et de s'engager plus loin dans cette phase des opérations.

L'interprétation du levé de sismique 3D (65 km²) acquis en 2008 a révélé la présence d'un complexe récifal d'importance dans les roches siluro-dévonniennes de ce secteur de la Gaspésie. Pétrolia et Pilatus Energy se sont entendues sur le choix de deux sites de forage afin d'évaluer des objectifs différents à l'intérieur du complexe récifal. La profondeur totale des cibles visées est d'environ 3 000 m. Ce type de piège peut emmagasiner des quantités considérables d'hydrocarbures. On pense ici aux récifs de type Leduc en Alberta dans lesquels des champs géants ont été découverts, ce qui a marqué un tournant décisif dans l'exploration pétrolière en Alberta.

Le projet Bourque illustre une autre facette de la stratégie de Pétrolia consistant à s'associer à des partenaires de l'industrie

qui ont les moyens financiers et les compétences techniques requises pour investir dans ce type de projet plus coûteux et plus risqué. Pour Pétrolia et ses actionnaires, le projet Bourque revêt une grande importance si l'on tient compte de l'ampleur des découvertes qui pourraient y être faites et de l'intérêt que cela susciterait envers les autres propriétés de Pétrolia où existent des conditions géologiques semblables.

Projet Dalhousie

Les travaux de sismique réalisés en 2008 et 2009 sur la propriété Dalhousie ont été suffisamment intéressants pour que Pétrolia désire y effectuer un forage. En effet, les levés ont



montré que la région couvre plusieurs structures anticlinales de grandes dimensions pouvant constituer des pièges potentiels. La sismique suggère également la présence dans une de ces structures d'une interface gaz/liquide à la profondeur de 1 400 m.

Même s'il s'avère que le nord du Nouveau-Brunswick présente surtout un potentiel pour le gaz, la région demeure intéressante, car, du fait de sa grande dimension, la structure ciblée pourrait, dans le cas d'une découverte, fournir un volume important de gaz. Ce gaz pourrait alimenter des entreprises locales ou, éventuellement, un marché plus large si les infrastructures nécessaires étaient mises en place. Toutefois, pour diverses raisons politiques et économiques qui rendent le projet moins attrayant, Pétrolia a mis ce projet temporairement en attente, car même une découverte appréciable n'assurerait pas la rentabilité du projet dans les conditions actuelles. En effet, l'absence de gazoduc dans ce secteur, le prix très faible du gaz naturel et le fait qu'aucune industrie locale n'est actuellement prête à s'alimenter au gaz font en sorte que le projet présente moins d'intérêt dans l'immédiat que ceux de l'est de la Gaspésie. De plus, la remise en question par Énergie NB de l'utilisation des centrales thermiques (Belledune et Dalhousie) ainsi que les négociations avec Hydro-Québec ne font qu'augmenter l'incertitude quant à la stratégie à adopter pour l'exploration de cette région. Avant de poursuivre ses travaux d'exploration, Pétrolia s'assurera que les conditions économiques sont plus favorables. Entre-

temps, la Société poursuit toujours sa recherche de partenaires pour une reprise des activités d'exploration, entre autres l'implantation d'un forage.

Autres propriétés

Les ressources de Pétrolia ayant été dirigées presque entièrement vers les travaux de confirmation de la découverte de Pétrolia-Haldimand n° 1 et le forage de Tar Point, la Société a réduit considérablement ses activités sur les autres propriétés. Nous présentons ici un résumé succinct des travaux de l'année écoulée.

Sur l'île d'Anticosti, les conditions économiques désavantageuses ont convaincu les partenaires de remettre à plus tard le programme de forage prévu pour 2009. L'interprétation des levés sismiques et du levé géochimique de 2008 s'est cependant poursuivie en 2009, et ces travaux ont confirmé le potentiel en hydrocarbure très élevé de l'île. Plusieurs cibles ont été définies et Pétrolia est prête à commencer les forages dès que les conditions seront favorables. La Société est toutefois active dans la recherche de partenaires souhaitant investir dans cette région.

En ce qui concerne les propriétés Gaspésia, Edgar, Marcel-Tremblay et Gastonguay, des études de maturation thermique démontrent qu'un vaste secteur de ces propriétés est favorable à la conservation du gaz naturel et qu'une faible partie est favorable à la préservation du pétrole. En 2008, Pétrolia a consacré beaucoup d'efforts à l'interprétation des données sismiques acquises sur ces propriétés. Un levé géochimique régional a d'ailleurs été réalisé en 2008 afin d'explorer les structures les plus susceptibles de contenir des hydrocarbures. L'intégration des résultats de la sismique et de la géochimie a permis de définir des cibles de forage, mais des levés sismiques complémentaires seront nécessaires pour les localiser avec précision. Pour l'instant, Pétrolia se concentre plutôt sur son potentiel pétrolier. Elle demeure cependant toujours aux aguets afin de trouver un partenaire dont l'objectif serait l'exploration gazière en Gaspésie.

Analyse par la direction de l'information financière

Résultats d'exploitation et situation de la trésorerie

Pour l'exercice de 2009, les revenus de la Société se composent de revenus d'intérêts sur des placements à court terme de 175 238 \$ en comparaison de 224 714 \$ pour l'exercice de 2008, de revenus de gérance de projets de 11 706 \$ en comparaison de 26 736 \$ et un gain sur disposition de placement de 17 700 \$.

La perte de l'exercice de 854 911 \$ se compare à la perte de 2008 de 774 527 \$.

La diminution des revenus d'intérêts s'explique par la réduction de la trésorerie, la Société n'a émis aucune action durant le dernier exercice. Suite à la chute des placements boursiers, le placement coté à la bourse a perdu près de 40 % de sa valeur du 30 septembre 2008, résultant en une perte latente de 440 800 \$.

Au 30 septembre 2009, la Société disposait de trésorerie et d'équivalents de 4 833 084 \$ et son fonds de roulement était positif de 5 937 045 \$.

Durant l'exercice, la Société n'a émis aucune action de son capital-actions. Cependant, au 4 décembre 2009, la Société a émis 7 960 568 actions en contrepartie de 7 129 910 \$ comptant. La direction est d'avis que la situation actuelle de trésorerie est satisfaisante pour faire face à ses engagements actuels. Pour ses besoins financiers, la Société pourrait s'appuyer sur sa capacité de mobiliser des capitaux propres par des appels publics à l'épargne et des placements privés.

Analyse des frais généraux et d'administration

Les principaux écarts dans les frais généraux et d'administration sont :

- Rémunération à base d'actions : 230 000 options d'achat d'actions ont été octroyées en 2009 en comparaison à 1 350 000 options d'achat d'actions en 2008.
- Taxe sur le capital : Revenu Québec a refusé l'exonération de la taxe sur le capital, puisque les sociétés pétrolières et gazières ne sont pas exonérées contrairement aux sociétés minières.
- Frais du conseil d'administration : 2009 est le premier exercice durant lequel une rémunération a été octroyée aux administrateurs.

Au 1^{er} octobre 2008, la Société a embauché des employés d'une société, « Géominex Inc. », dont le principal dirigeant, détenant un intérêt minoritaire, est aussi administrateur de Pétrolia. Avant cette date, Géominex facturait des honoraires qui étaient inscrits directement aux travaux d'exploration reportés. Depuis le 1^{er} octobre 2008, les salaires des employés reliés aux travaux d'exploration sont inscrits aux frais généraux et sont imputés aux propriétés concernées.

Information annuelle choisie

	2009	2008	2007
	\$	\$	\$
Produits	204 644	255 174	52 924
Perte nette	(854 911)	(774 527)	(288 145)
Perte nette de base et diluée par action	(0,021)	(0,022)	(0,010)
Actif total	24 024 439	26 831 615	12 736 957
Dividende par action	N/A	N/A	N/A

Résumé des résultats trimestriels

	2009			2008			2007	
	Septembre	Juin	Mars	Décembre	Septembre	Juin	Mars	Décembre
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits	46 759	66 186	27 921	63 778	129 439	44 908	37 479	43 349
Bénéfice net (perte nette)	386 447	(135 103)	(456 584)	(649 671)	(2 193 065)	1 487 502	(107 581)	38 617
Bénéfice net (perte nette) par action								
De base	0,0095	(0,0033)	(0,0112)	(0,0159)	(0,0623)	0,0448	(0,0035)	0,0013
Dilué(e)	0,0073	(0,0033)	(0,0112)	(0,0159)	(0,0623)	0,0399	(0,0035)	0,001

Les produits sont surtout constitués d'intérêts gagnés pour chacun des trimestres. Les frais généraux et d'administration sont relativement stables d'un trimestre à l'autre. Les principales variations des pertes ou des bénéfices trimestriels s'expliquent comme suit :

2007 – décembre :

Comptabilisation d'un gain latent sur un placement à long terme de 110 000 \$;

2008 – juin :

Comptabilisation d'un gain latent sur un placement à long terme de 1 590 000 \$;

2008 – septembre :

Comptabilisation de la rémunération à base d'actions de 461 325 \$ et d'une perte latente sur le placement de 1 380 000 \$;

2009 – mars :

Comptabilisation d'une taxe sur le capital de 164 124 \$ pour les exercices 2006, 2007 et 2008 dont la Société contestait par avis d'opposition au Ministre du Revenu du Québec et d'une perte latente sur un placement de 180 000 \$;

2009 – septembre :

Comptabilisation d'un gain latent sur le placement de 200 000 \$ et des impôts futurs créditeurs de 542 000 \$.

Opérations entre apparentés

Des opérations ont été effectuées avec deux sociétés (Géominex inc. et Gestion Lestros inc.) dont le principal dirigeant, détenant un intérêt minoritaire, est aussi administrateur de la Société :

	2009	2008
	\$	\$
Salaires et avantages sociaux	—	(16 445)
Déplacements	—	(1 069)
Entretien et fournitures de bureau	—	(25 319)
Frais d'exploration reportés	76 068	676 529
Promotion et représentation	—	(1 045)
Télécommunications	—	(12 970)
Autres frais	8 668	(76 408)
Radiation d'une créance	62 205	—

Le compte à recevoir de ces sociétés est de 57 852 \$ au 30 septembre 2009 (2008 – 54 696 \$).

Des opérations ont été effectuées avec un administrateur qui agit comme consultant pour la Société sous la raison sociale SEISServ :

	2009	2008
	\$	\$
Frais d'exploration reportés	47 421	66 314

Le solde dû à cet administrateur est de 1 195 \$ au 30 septembre 2009 (2008 – 18 492 \$).

La Société a effectué avec Ressources Appalaches inc., une société sous la même direction, les opérations suivantes :

	2009	2008
	\$	\$
Frais d'exploration reportés	64 000	—
Fournitures de bureau	3 632	3 600
Salaires et avantages sociaux	276 724	245 156
Télécommunications	6 086	6 505

Le solde dû à cette société est de 16 179 \$ au 30 septembre 2009 (2008 – 63 039 \$).

Ces opérations ont eu lieu dans le cours normal des affaires et sont mesurées à la valeur d'échange qui est le montant de la contrepartie établie et acceptée par les apparentés.

Quatrième trimestre

Le quatrième trimestre s'est clôturé par un bénéfice de 386 447 \$ (0,0095 \$ par action). Les revenus pour le trimestre s'établissent à 46 759 \$ et les frais généraux et d'administration à 407 529 \$. Le bénéfice est expliqué par le gain latent sur le placement de 209 200 \$ et la comptabilisation des impôts futurs créditeurs de 542 000 \$.

Nouvelles normes comptables

En octobre 2008, la Société a adopté les nouveaux chapitres suivants du manuel de L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA):

- i) Le chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », remplace le chapitre 3062, « Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels » et le chapitre 3450, « Frais de recherche et de développement ». Il établit des normes pour la constatation, l'évaluation et la présentation de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels. Le chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », a aussi été modifié afin d'être uniforme avec le nouveau chapitre.
- ii) Le chapitre 1400, « Normes générales de présentation des états financiers », établit les conditions pour évaluer et présenter la capacité de la Société d'exercer ses activités selon l'hypothèse de continuité d'exploitation.

La Société a adopté les CPN-173 et CPN-174 :

- i) Le Comité sur les problèmes nouveaux (CPN) de l'ICCA a adopté le 20 janvier 2009, l'abrégé n° 173 intitulé « Risque de crédit et juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers » (CPN-173) qui clarifie que le risque de crédit propre à la Société et le risque de crédit de la contrepartie devraient être considérés dans la détermination de la juste valeur des actifs financiers et des passifs financiers. Le CPN-173 doit être appliqué rétroactivement, sans retraitement des états financiers des périodes antérieures, à tous les actifs financiers et passifs financiers évalués à leur juste valeur dans les états financiers intermédiaires et annuels des périodes se terminant au ou après la date d'émission de cet abrégé.
- ii) Le 27 mars 2009, le CPN de l'ICCA a adopté l'abrégé n° 174 intitulé « Frais d'exploration minière » qui vient préciser le fait que l'entreprise qui a inscrit initialement à l'actif ses frais d'exploration, est tenue au cours de la période comptable considérée et des périodes suivantes, de déterminer s'il est nécessaire de réduire la valeur des frais d'exploration inscrits à l'actif. Le CPN-174 doit être appliqué aux états financiers publiés après la date de parution de l'abrégé.

L'adoption de ces nouveaux chapitres et de ces nouveaux CPN n'a pas eu d'incidence importante sur les états financiers de la Société.

Normes comptables futures

- i) Le chapitre 1582, « Regroupements d'entreprises », remplace le chapitre 1581, « Regroupements d'entreprises ». Il établit des normes pour la comptabilisation d'un regroupement d'entreprises et constitue l'équivalent canadien de la norme IFRS 3 (révisée), « Regroupements d'entreprises ». Le chapitre s'applique à titre prospectif aux regroupements d'entreprises pour lesquels la date d'acquisition pour la Société est le 1^{er} octobre 2011 ou après. Une application anticipée est autorisée.
- ii) Le chapitre 1601, « États financiers consolidés », et le chapitre 1602, « Participations sans contrôle », remplacent le chapitre 1600, « États financiers consolidés ». Le chapitre 1601 définit des normes pour l'établissement d'états financiers consolidés. Le chapitre 1602 définit des normes pour la comptabilisation, dans les états financiers consolidés établis postérieurement à un regroupement d'entreprises, de la participation sans contrôle dans une filiale. Ces normes sont équivalentes aux dispositions correspondantes de la norme IAS 27 (révisée), « États financiers consolidés et individuels ». Les chapitres s'appliquent aux états financiers consolidés intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2011. Leur adoption anticipée est toutefois permise à compter du début d'un exercice.
- iii) Normes internationales d'information financière
Le Conseil des normes comptables (CNC) de l'ICCA a adopté un plan stratégique de convergence avec les normes internationales d'information financière (IFRS) pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Comme l'a confirmé le CNC le 13 février 2008, la conversion exige que les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes adoptent intégralement les IFRS en 2011. Pour la Société, le passage aux IFRS s'appliquera aux états financiers intermédiaires et annuels des exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2011. La Société se convertira aux nouvelles normes selon les échéanciers fixés par ces nouvelles règles et surveillera étroitement tous les changements découlant de cette convergence.

Son projet de conversion s'effectuera en quatre étapes, soit l'évaluation initiale, l'évaluation détaillée, la conception et la mise en œuvre. Au cours de l'exercice 2008 et 2009, la Société a débuté la première étape, soit l'évaluation initiale,

qui consiste à analyser les principales différences existant entre les PCGR et les IFRS, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption.

La Société a commencé l'exécution des étapes de l'évaluation détaillée et de la conception. De façon plus spécifique, à l'étape de l'évaluation détaillée, la Société procèdera à l'évaluation des incidences des IFRS sur la comptabilité et la présentation de l'information financière sur les systèmes et les processus, sur les affaires, sur les employés et autres. Cette étape permettra de déterminer les conséquences du changement. Ensuite, au cours de l'étape de la conception, la Société procèdera à la révision des processus comptables et des systèmes qui seront affectés par les différences identifiées dans le cadre des analyses effectuées aux étapes précédentes.

Finalement, la mise en œuvre, prévue pour l'exercice 2011, consistera en l'implantation des changements relatifs aux politiques, aux procédures et pratiques ainsi qu'aux systèmes informatiques.

Instruments financiers

Risque de crédit

Les instruments financiers qui pourraient assujettir la Société à un risque de crédit se composent principalement de trésorerie, d'équivalents et de créances. La trésorerie et les équivalents sont détenus ou émis par des institutions financières de premier ordre. Les créances représentent majoritairement des sommes dues par le gouvernement fédéral et provincial et par des partenaires. Par conséquent, la direction estime que le risque de non-exécution relativement à ces instruments est très minime.

Risque de liquidité

Les risques de liquidité sont les risques que la Société ne soit pas en mesure de faire face à ses obligations financières aux moments requis ou ne puisse le faire qu'à des coûts excessifs. La Société finance sa croissance par l'émission d'actions. L'un des principaux objectifs financiers de la direction est de maintenir un niveau optimal de liquidités en gérant activement les travaux d'exploration à effectuer.

Les propriétés pétrolières et gazières détenues par la Société sont au stade de l'exploration. La rentabilité à long terme de la Société est liée en partie aux coûts et au succès des programmes d'exploration et de mise en valeur subséquente, lesquels pourront également être influencés par différents facteurs.

Parmi ces facteurs, il faut considérer la réglementation environnementale, les attributs des gisements pétroliers et gaziers éventuels, soit la qualité et la quantité des ressources, ainsi que les coûts de développement d'une infrastructure

de production, les coûts de financements, le prix du pétrole et la nature compétitive de l'industrie.

Des investissements importants sont nécessaires pour mener à terme les programmes d'exploration et de développement de réserves. En l'absence de flux de trésorerie générés par une exploitation pétrolière et gazière, la Société dépend des marchés de capitaux pour financer ses activités d'exploration et de développement. Les conditions du marché et autres événements imprévisibles pourraient avoir un impact sur la capacité de la Société à lever les fonds requis à son développement.

Risque de marché

Le risque de marché est le risque que la juste valeur du placement détenu à des fins de transaction fluctue en raison de variations du prix du marché.

Autres éléments d'information

a) Documents complémentaires

Certains documents complémentaires, dont les rapports de gestion précédents et les communiqués de presse, sont disponibles sur le site www.sedar.com dans la section des documents déposés ou sur le site de Pétrolia, www.petroliagaz.com.

b) Règlement 51-102 section 5.3

Les frais d'exploration reportés pour l'exercice terminé le 30 septembre 2009 se détaillent comme suit :

	Géologie	Géophysique	Forage	Options	Total
	\$	\$	\$	\$	\$
Anticosti	211 066	30 619	5 536	507	247 728
Gastonguay	13 962	168	303	–	14 433
Gaspésia–Edgar–Marcel–Tremblay	59 403	40 492	2 498	–	102 393
Gaspé	89 912	808	6 812	5 432	102 964
Projet Bourque	102 069	561 230	27 349	–	690 648
Projet Haldimand	320 359	1 551 682	1 669 712	–	3 541 753
Projet Tar Point	12 371	2 508	162 261	–	177 140
Dalhousie	82 821	871 007	16 171	1 186	971 185
	<u>891 963</u>	<u>3 058 514</u>	<u>1 890 642</u>	<u>7 125</u>	<u>5 848 244</u>

c) Règlement 51-102 section 5.4

Information sur les actions émises, sur les bons de souscription et les options d'achat d'actions au 15 décembre 2009

Actions ordinaires : 48 874 787 actions sont émises et en circulation.

Bons de souscription : Les bons de souscription peuvent être exercés comme suit :

- 3 333 332 actions au prix de 1,50 \$ l'action jusqu'au 6 décembre 2010 ;
- 1 750 000 actions au prix minimum de 1,00 \$ l'action jusqu'au 10 octobre 2012 ;
- 3 000 000 actions au prix minimum de 1,00 \$ l'action jusqu'au 10 janvier 2013 ;
- 2 163 161 actions au prix minimum de 1,30 \$ l'action jusqu'au 4 décembre 2011.

Options d'achat d'actions en circulation : Les options d'achat d'actions consenties à ses administrateurs, membres de la haute direction, employés et fournisseurs de services sont les suivantes :

- 270 000 options exerçables au prix de 0,40 \$ l'action jusqu'au 15 mars 2010 ;
- 1 075 000 options exerçables au prix de 0,40 \$ l'action jusqu'au 3 février 2011 ;
- 150 000 options exerçables au prix de 0,58 \$ l'action jusqu'au 10 mai 2011 ;
- 50 000 options exerçables au prix de 0,74 \$ l'action jusqu'au 21 mai 2012 ;
- 1 037 500 options exerçables au prix de 0,40 \$ l'action jusqu'au 21 juin 2012 ;
- 600 000 options exerçables au prix de 0,60 \$ l'action jusqu'au 12 février 2013 ;
- 150 000 options exerçables au prix de 0,60 \$ l'action jusqu'au 3 mars 2013 ;
- 577 500 options exerçables au prix de 1,25 \$ l'action jusqu'au 7 juillet 2013 ;
- 180 000 options exerçables au prix de 0,74 \$ l'action jusqu'au 21 mai 2014.

**Responsabilité de la direction à l'égard
de l'information financière**

Les états financiers de Pétrolia sont la responsabilité de la direction et ont été approuvés par le conseil d'administration sous la recommandation du comité de vérification. Les états financiers ont été dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. Ces états financiers ont été vérifiés par les vérificateurs de la Société. Les états financiers renferment certains montants fondés sur l'utilisation d'estimations et de jugements. La direction a établi ces montants de manière raisonnable afin de s'assurer que les états financiers sont présentés fidèlement, à tous les égards importants.

Rimouski, le 15 décembre 2009

Au nom du conseil d'administration



André Proulx
Président de la Société